

Monsieur Georges TUA
Collectif SPANC Sud Sainte Beume
Le Juste Prix
376, chemin du Destel
Le Broussan
83330 EVENOS

Paris, le 22 MARS 2017

A rappeler dans toute correspondance
N/Réf : MSP-SP n°17-000311-CG/FL

Interlocutrice : Céline GIRARDOT
Téléphone : 01.53.29.22.00
Fax : 01.53.29.24.25
Courriel : celine.girardot@defenseurdesdroits.fr



Monsieur,

En votre qualité de représentant du collectif « SPANC Sud Sainte Baume Le Juste Prix », vous avez saisi le Défenseur des droits d'une réclamation relative au montant de la redevance pour le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif.

Le collectif a adressé au président de la Communauté d'agglomération Sud Sainte Baume, le 24 septembre 2015, un courrier de réclamation portant sur les « *coûts de redevance les plus élevés de France et cinq à six fois plus importants que ceux pratiqués dans le département du Var pour des prestations identiques* » et lui demandant de « *réexaminer les tarifs de redevance de contrôle périodique afin de revenir à une situation acceptable pour les usagers* ».

Par courrier du 12 octobre 2015, le président de la Communauté d'agglomération vous a répondu qu'« *au-delà d'une réponse technique à venir émanant du Vice-Président en charge de cette délégation, je tiens à vous faire part de ma volonté de saisir officiellement la Chambre Régionale des Comptes afin qu'elle nous apporte une lecture précise et une appréciation technique sur le fondement de ce service* ».

Par courriers des 30 novembre 2015 et 22 février 2016, le collectif a de nouveau saisi la communauté d'agglomération faute de communication de la réponse technique promise dans le courrier d'octobre 2015.

En l'absence de réponse, vous avez sollicité l'intervention du Défenseur des droits.

Je n'ai pas manqué de prendre l'attache de la Communauté d'agglomération Sud Sainte Baume.

Vous pensez que vos droits n'ont pas été respectés ? Écrivez gratuitement au Défenseur des droits

Défenseur des droits - Libre réponse 71120 - 75342 Paris Cedex 07

+33 (0) 1 53 29 22 00 www.defenseurdesdroits.fr